

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

LUNDI  
16

FÉVRIER  
1976

N° 112

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

A propos des cinq jeunes français disparus au Sud Maroc :

## UNE CAMPAGNE CONTRE LE PEUPLE SAHRAOUI

Samedi, la presse française annonçait que les cinq jeunes français disparus au sud Maroc au début du mois de janvier étaient morts au cours d'une embuscade tendue par le Front pour la libération du Saquiât el Hamra et du Rio del Oro (F. POLISARIO) aux troupes marocaines. Dimanche, un journal marocain affirmait que les cinq jeunes français, prisonniers du Front venaient d'être exécutés.

A Alger, le F. POLISARIO faisait savoir qu'il n'avait aucun élément nouveau sur cette affaire que ceux précédemment fournis : le véhicule des cinq jeunes a été aperçu dans une colonne marocaine attaquée au nord d'El Aïoun. A l'issue de cette attaque, le Front retrouva la carte d'identité de Guyot parmi les papiers d'un officier marocain tué. De son côté, le gouvernement algérien n'a publié aucun communiqué officiel sur cette affaire, contrairement à ce qui était affirmé. Toutes les nouvelles qui alimentent la presse sont sans fondement.

Revenons en aux faits : le F. POLISARIO a toujours fait connaître les noms de ses prisonniers, et les cinq français n'ont jamais été prisonniers du Front. Les combattants sahraouis ne les ont, semble-t-il, même pas vus au cours de l'embuscade. Où étaient-ils à ce moment ? Ceux qui avaient leurs papiers en mains, les officiers marocains connaissent seuls cette réponse.

Attribuer au F. POLISARIO la mort de cinq jeunes gens, sans aucune preuve, au cours d'une action armée, c'est reconnaître qu'il y a des combats, que le peuple sahraoui, contrairement à ce qu'affirme le roi du Maroc, résiste vigoureusement à l'invasion de son territoire. C'est reconnaître la lutte du peuple sahraoui et en même temps la calomnier, pour jeter la confusion, affaiblir tout soutien international.

Toutes les nouvelles sans fondement alimentent une campagne qui, d'heure en heure, ga-

gne en virulence contre le F. POLISARIO et, à travers lui, contre la lutte du peuple sahraoui qui est présentée comme une action criminelle.

Il y a crime, c'est le crime quotidien contre le peuple sahraoui, les assassinats de femmes et d'enfants, le mitraillage et le bombardement des camps de toile où s'était repliée la population sahraouie, à partir desquels s'organise la lutte armée.

Contre ce crime quotidien, il faut que le sou-

lien sous toutes ses formes gagne de l'ampleur. Partout la campagne contre le peuple sahraoui doit être dénoncée. Le gouvernement français a permis aux régimes marocain et mauritanien de lancer leur agression. Il les a encouragés, leur a livré des armes. Il est responsable des souffrances du peuple sahraoui. Le soutien au peuple sahraoui, c'est notre affaire à tous.

Grégoire CARRAT

*Une bande d'assassins ? Non, un peuple en lutte pour son indépendance.*



## Trois mois de grève de la faim INTERVIEW de PAPINSKI

*«Maintenant le problème est de savoir s'ils vont me laisser mourir»*

voir p. 5

### SNCF ORLÉANS

## "Blocage des trains pour les départs en vacances"

Vendredi soir, répondant au mot d'ordre de grève de l'inter-syndicale, les cheminots de l'Exploitation et du Dépôt Orléans/Les Aubrais se retrouvaient au poste de contrôle, appuyés par de nombreux collègues «sédentaires» de plusieurs services. Il s'agit pour les cheminots de lutter contre le projet de la direction de

démantèlement partiel du triage des Aubrais. Depuis plusieurs mois, des journées d'action, pétitions, motions ont été proposées par les syndicats. Moyens inefficaces pour lutter de façon conséquente contre les plans de liquidation et de chômage de la direction.

suite p. 5

### SOMMAIRE

- Marche pour la libération des emprisonnés -p. 3-
- La vie du journal -p. 6-
- Lutter contre les tutelles -p. 7-
- Irlande : l'occupant britannique sur la défensive -p. 8-
- Argentine : témoignage sur la répression -p. 8-

voir p. 4

## LA SIDERURGIE EN LUTTE

Solmer  
Neuves-Maisons

# DOSSIER

## LE PEUPLE PALESTINIEN AU QUOTIDIEN

Christine VAIVRE

# LES LUTTES EN PALESTINE OCCUPEE

*«Tu sais, me disait récemment une militante palestinienne, rien ne doit nous faire oublier la priorité de la lutte, celle de la lutte armée sur notre front de bataille, la Palestine occupée.»*

Ce front de bataille, est souvent oublié, ou plutôt volontairement passé sous silence. Depuis plusieurs semaines, quand on nous parle du Moyen-Orient, c'est pour donner quelques informations sur les débats au Conseil de Sécurité ou sur le déroulement des événements du Liban ; mais à côté de cela, des grands absents : les manifestations et combattants de la Palestine occupée ; et pourtant...

Et pourtant, ils sont là, ils existent et ils luttent avec de plus en plus de détermination contre la domination raciste, fasciste qu'ils subissent. En témoignent les 21 actions armées du mois de janvier, menées par des palestiniens de l'intérieur, à une longue distance des frontières.

Aujourd'hui, on nous parle enfin des manifestations qui se déroulent à Jérusalem depuis plusieurs jours déjà, le voile se lève un peu, mais trop peu. En lisant les dépêches de l'agence palestinienne WAFA, on aperçoit l'ampleur des manifestations qui durent depuis plusieurs semaines.



### EN TERRITOIRE OCCUPÉ 21 actions de commando au mois de janvier

Organisés parmi les palestiniens vivant en territoire occupé, les commandos ont exécuté six grandes opérations dans les six premiers jours du mois de janvier, parmi lesquelles, la destruction de deux grandes usines, plusieurs dépôts, un garage, un club de police et un café.

Par la suite, 5 opérations se déroulèrent en différents points du Sud de la Palestine, comprenant la pose de mines sur deux routes, une embuscade contre une patrouille ennemie et une attaque contre le poste de police d'Eilat. Il y eut trois opérations à Jérusalem dont l'une consista à faire sauter un super-marché dans la banlieue de Ramat Eshkol, et trois attaques en Galilée aussi bien que des attaques à Gaza, Majdal et Acre.

### Manifestations partout

Dans les derniers jours de janvier, des manifestations massives se sont déroulées dans plusieurs villes des territoires occupés : Ramallah, Naplouse et Bethléem, en signe de protestation contre l'occupation sioniste et en soutien à l'OLP. Malgré la forte censure appliquée par l'Etat sioniste, des nouvelles ont filtré sur ces manifestations ; des heurts violents ont opposé étudiants, habitants palestiniens aux troupes et à la police de l'occupant. Ces

heurts ont entraîné plus de 60 arrestations. Parmi les personnes arrêtées, plusieurs femmes dont l'une Dowla Miqdadi est dans un état critique à la suite des coups reçus de la police et se trouve donc hospitalisée ; une autre femme arrêtée est la journaliste Flora Lahham. Les arrestations ont surtout frappé les manifestants de Ramallah, où étudiants et enseignants de nombreuses écoles et facultés se sont joints aux cortèges.

### Développement de la colonisation et des expulsions

L'activité de colonisation sioniste se développe dans des différents points de la Palestine occupée et sur les hauteurs du Golan. Cela veut dire destruction des maisons et dispersion par la force des populations palestinienne et arabe ; c'est la judéisation des territoires occupés depuis 67 qui s'effectue ainsi, l'occupant cherchant à imposer une politique du fait accompli pour prévenir ensuite tout retrait de ces territoires.

A Djénine, les autorités

d'occupation ont récemment décidé d'interdire à la population palestinienne la construction de maisons aux alentours du quartier général sioniste de la ville et ont détruit plusieurs maisons voisines.

Pour les hauteurs du Golan, la «direction du département de l'agence juive concernant la construction de villages» a annoncé que la mise en place de colonies se continuent dans ces lieux selon les prévisions et que deux nouvelles installations permanentes sont entreprises dans le nord et le centre. Elle a également annoncé que la mise en place de la colonie de Tal Zeit près de Ramat Magshimim débutera en avril de cette année.

Dans la bande de Gaza, sous prétexte de réorganiser le camp et d'y construire, en remplacement, de nouvelles unités d'habitation, les autorités sionistes se disposent à détruire le camp de réfugiés palestiniens de Berbera. Déjà, fin 75, les sionistes en avaient démolie une partie sous prétexte de construire un marché, mais depuis aucune construction n'a commencé à cet emplacement.

Ce que veulent les occupants, c'est contraindre la population locale à partir pour la remplacer par des colons sionistes. Cette politique a été appliquée dans la région à partir de 1970 avec la destruction de camps et de quartiers populaires, le ravage de moissons et de vergers. Tous les moyens sont bons pour convaincre les palestiniens d'abandonner leur terre, comme à Jérusalem où le conseil municipal sioniste continue à surcharger de taxes exorbitantes les commerçants palestiniens ; l'un d'entre eux s'est vu récemment imposer une amende et des taxes dont le coût total était plus élevé que la valeur de la boutique et des marchandises qui s'y trouvaient mis ensemble !

Pour riposter à cette colonisation sans limite, partout en Palestine occupée, la population se soulève et lutte. A Jérusalem, Bethléem, Ramallah, Bira comme à Naplouse, ils sont des milliers à descendre dans la rue, à faire grève, à lutter pour mettre fin à ce régime de terreur pour construire cet Etat démocratique de Palestine que l'OLP, le seul représentant que cette population se reconnaisse, a défini.



Un camp palestinien...

### La jeunesse étudiante en lutte

Le premier février, ces manifestations se poursuivaient dans toutes les villes. Les étudiants de Naplouse, Ramallah ou Bira, descendaient pacifiquement dans la rue pour protester contre le veto US au conseil de sécurité de l'ONU à une résolution reconnaissant les droits du peuple palestinien. Des commerçants qui sympathisaient avec les manifestants se virent empêcher de fermer leurs boutiques en signe de solidarité sous peine de poursuites.

A la suite des attaques par la police et les troupes israéliennes, les manifestations devinrent de plus en plus violentes et furent suivies de nombreuses arrestations : plus de 70 étudiants arrêtés à Naplouse, 90 dans les villes de Ramallah et Bira. Dans cette dernière ville, les forces sionistes ont été jusqu'à attaquer et frapper des lycéennes qui s'étaient jointes à la grève et à la manifestation pour

soutenir leurs camarades arrêtés précédemment. Les autorités sionistes refusèrent l'intervention du maire de Bira qui tentait d'obtenir que soient relâchées des lycéennes détenues, puis fixèrent des cautions très élevées de façon à rendre pratiquement impossible la libération de tous les jeunes arrêtés.

Le 4 février, des tanks et d'autres véhicules militaires israéliens patrouillaient dans les rues de Naplouse à la suite des manifestations violentes et des heurts qui se poursuivaient depuis sept jours pour dénoncer la poursuite de la politique d'occupation des territoires arabes. Les forces de répression sont également intervenues dans les maisons et les boutiques des habitants palestiniens, en arrêtant plusieurs, pendant que le commandant militaire israélien de la ville menaçait de fermer toutes les écoles et tous les magasins si les étudiants et toute la population continuaient à résister à l'oc-

cupation et à commettre des «actes de subversion».

Déjà quelques jours auparavant, les autorités «israéliennes» menaçaient de fermer l'université de Bir Zeit, dans la région de Ramallah, si l'administration acceptait d'inscrire là des étudiants palestiniens venus des régions occupées depuis 48 et expulsés de leur faculté d'origine pour faits de résistance au sionisme. En effet, ces étudiants tentaient de venir poursuivre leurs études à Bir Zeit après que les universités hébraïques de Haifa et Bar Ilan, développant encore leurs tracasseries à l'égard des étudiants palestiniens (arrestations incessantes et interrogatoires par la police secrète sur leurs convictions politiques et leur sentiment national) leur ordonnèrent d'effectuer des tours de garde dans les bâtiments universitaires dans lesquels cependant on leur refusait toujours le droit au logement.

### Que se passe-t-il à Jérusalem ?

## UN MOIS DE MANIFESTATIONS



L'armée sioniste patrouille contre d'éventuelles manifestations...

Le 29 janvier, un juge israélien publia un décret selon lequel les juifs avaient le droit de pratiquer leur culte dans la mosquée de Jérusalem. Ce décret, pris malgré l'opposition fortement affirmée tant par la communauté musulmane que par la communauté chrétienne, fut accueilli par des manifestations massives. Par delà son aspect sacrilège, c'est le caractère de tentative de renforcement de la judaïsation de toute la Palestine occupée, jusque dans la volonté de détruire tout ce qui peut rappeler la civilisation arabe : langue, religion, culture... qui a soulevé la colère des masses. Depuis plusieurs années, les sionistes se sont attaqués à Jérusalem, défiant même les protestations internationales, comme celle de l'UNESCO ce qui a amené l'exclusion d'Israël de cette organisation, en détruisant certains vieux quartiers, des lieux de culte, bref, le Jérusalem historique, religieux pour le remplacer par des constructions de grands immeubles de verre ou de béton. Tous ceux qui sont passés à Jérusalem ces dernières années vous le diront : la ville est défigurée, dépersonnalisée, le sionisme veut tout détruire pour effacer la civilisation qui a existé là, pour la remplacer par sa colonisation sauvage, son idéologie destructrice.

Le décret concernant la mosquée a encore exacerbé les contradictions surtout à un moment où dans tous les territoires occupés les luttes vont en s'empilant.

# INFORMATIONS GENERALES

## Pour la libération des emprisonnés, la levée des inculpations DES MILLIERS DE MANIFESTANTS JUSQU'À LA COUR DE SURETE

Paris, place de la République, 10 H. Des cars de plusieurs villes de France sont déjà arrivés. Ils portent de grandes affiches «Montée sur Paris», «Libérez tous nos camarades». L'ambiance est détendue, et si beaucoup de manifestants pensaient se retrouver plus nombreux, les libérations survenues dans la semaine (Jussiaux, Jullien, Touati) étaient considérées comme la preuve que le travail de soutien avait porté : «Ils pensaient couler la marche en libérant les trois camarades, et surtout en faisant le black-out total sur sa préparation dans la grande presse. Il faut reconnaître qu'on aurait dû être plus nombreux, mais que la marche se tienne, et qu'il y ait quand même un certain nombre de sections syndicales, c'est un succès». Ce militant lyonnais a participé à la préparation de la marche, et ce n'est pas principalement aux manœuvres de la bourgeoisie qu'il attribue la faiblesse relative de la mobilisation : «Il faudra en discuter, après. Par exemple, certains, dans la dernière période ont mis un frein à la mobilisation. Il semble qu'ils étaient plus attirés par l'action avec la gauche... Les refus de Marchais n'ont pas dû leur servir de leçon. Et puis aussi le thème de la mobilisation aurait dû être plus large, reprenant toutes les attaques du gouvernement contre les travailleurs et leurs organisations. Ça aurait été plus offensif...»

protégée par cette grande caserne qu'est le Fort de l'Est. Au milieu du cortège, une délégation de postiers parisiens regroupés derrière une banderole d'un «comité pour la libération des emprisonnés». Comme elle est agrémentée de dessins en couleur, les photographes se précipitent dessus. Cela fait

même des idées des travailleurs. Il faut faire très attention à cela...»

Nous sommes déjà Porte de la Chapelle. La manifestation reste combative : «Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur», «Bigeard, au ministère, tu restes un tortionnaire», mais aussi «la

même des idées des travailleurs. Il faut faire très attention à cela...»

Nous sommes déjà Porte de la Chapelle. La manifestation reste combative : «Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur», «Bigeard, au ministère, tu restes un tortionnaire», mais aussi «la



du mouvement des soldats même si l'on a un peu tendance à l'oublier ces temps-ci. Aux PTT, on peut voir par beaucoup de choses, qui sont des détails en apparence, que le gouvernement a des projets de contrôle, d'encadrement, au niveau

du mouvement des soldats même si l'on a un peu tendance à l'oublier ces temps-ci. Aux PTT, on peut voir par beaucoup de choses, qui sont des détails en apparence, que le gouvernement a des projets de contrôle, d'encadrement, au niveau

lutte pour les libertés passe par la libération des emprisonnés». Arrivée près du Fort de l'Est, après une intervention du Comité National, la manifestation se disperse, alors qu'une délégation tente de parvenir jusqu'à la Cour de Sureté.

### L'UNIVERSITÉ D'AMIENS EN LUTTE

Mercredi à l'appel d'un collectif d'information regroupant les organisations syndicales et politiques présentes en facultés, a eu lieu une première assemblée générale, qui a rassemblé 700 étudiants et profs. Il a été décidé la grève active le lendemain avec intervention dans les cours et les examens partiels, pour faire débrayer. Jeudi, l'Université était massivement en grève ; plus de 700 personnes étaient à l'AG, ce qui indique une très forte mobilisation. Une nouvelle journée d'action est prévue

mercredi prochain avec manifestation en ville.

lution capitaliste.

La volonté très nette des étudiants et de certains profs de se lier aux travailleurs est un point positif.

Pour durer, le mouvement doit choisir entre une lutte corporative, pour défendre ses propres intérêts ou une lutte dure, sans concession, liée concrètement aux luttes ouvrières. Il ne s'agit pas d'améliorer les études universitaires, mais de faire des études pour servir le peuple.

Corr. Amiens 13/02

Plus d'une heure après, le cortège s'ébranle. Les comités de Paris et de la banlieue l'ont renforcé. Quelques minutes auparavant, une fanfare sur podium mobile a réchauffé un peu l'atmosphère. Les chansons de la Commune, avec leur poésie, leur espoir et leur esprit de vengeance sont reprises.

Direction Porte de la Chapelle. Il s'agit d'aller jusqu'à St-Denis, là où se trouve la Cour de Sureté de l'Etat,

### Hausse du prix du pain

## "C'EST LA VIE QUI SE DETERIORE"

5 % à 7 % de hausse sur les poissons surgelés et les couvertures, la baquette qui passe à 1 F, le pain de 500 g coûte 5 centimes en plus, celui de 600, 7 centimes. Tels sont les brillants résultats de la lutte acharnée de monsieur Fourcade contre l'inflation. Les discours ont beau faire, les faits sont criants.

pensaient ses clients. Il suffit d'ailleurs de savoir que sur une baquette de 1 F, toutes taxes et frais décomptés, il reste tout de même 65 centimes de bénéfice net au boulanger !

boulangerie, mais ne crois pas que je suis le mouton ; je n'ai rien dit à la patronne, mais je n'apprécie pas quand elle joue la victime et il y a bien des raisons à cela. D'abord, faut voir comment elle

ouvriers, son syndicat revendrait autre chose que de réclamer les hausses». Que ce soit ces retraités qui venaient chez les boulangers du quartier pour prendre avec le pain, une brioche parce que c'était dimanche, ou ces travailleurs immigrés avec qui nous avons discuté, tous voient cette augmentation, comme une attaque de plus.

«C'est le pain qui coûte plus cher aujourd'hui et tous les jours c'est la vie qui se détériore...» devait s'indigner une mère de famille. Devant la boulangerie, la plus grande du quartier, un groupe s'est formé rapidement et parmi toutes les éventualités que nous envisagions, c'est sur celle-là que tout le monde est tombé d'accord. «Moi, tout ce que j'en conclus, c'est que le système est pourri, vous savez à quoi je pensais en payant ? A 36, à tous les ouvriers ensemble»...

Claude VILLARD



Un père de famille, ouvrier, en me montrant ses deux pains de 500 g ne me cachait pas sa colère. «J'ai huit enfants, et aujourd'hui, j'ai bien été obligé de venir à la

traite son commis et puis dans le fond, elle ne lui en veut pas tellement au gouvernement. Si elle voulait lutter contre les taxes, comme elle dit, tout en étant avec les

## En bref

### Bretagne : réactions en chaîne contre Les centrales nucléaires

Samedi, plusieurs milliers d'ouvriers, de paysans et de pêcheurs ont manifesté à Brest. Ils ont crié dans les rues de la ville leur hostilité à l'implantation de deux centrales nucléaires en Bretagne. Les villages où EDF veut construire ces centrales ont montré leur opposition à ces projets de façon spectaculaire, en arrêtant toute activité et toute animation.

### Les largesses de Fourcade

Connaissant nos difficultés actuelles, monsieur Fourcade vient de prendre une mesure par rapport au tiers provisionnel à la mesure de sa générosité. Il a accordé deux jours de plus pour régler le tiers provisionnel, la date limite est reportée à mardi au lieu de dimanche. Passé cette date, une taxe de 10 % pénalisera ceux qui n'auront pas payé. Merci monsieur Fourcade !

### Lyon : grève des étudiants de l'INSA

Depuis mardi dernier, les étudiants de l'I.N.S.A. à Lyon sont en grève pour obtenir le droit au redoublement systématique, une équivalence entre la première année de l'I.N.S.A. et la première année de fac et pour des crédits. Ils occupent les locaux 24 heures sur 24. Tous les ans, l'I.N.S.A. (Institut National des Sciences Appliquées) connaît pareil mouvement, pourtant, cette année, la lutte revêt un aspect particulier. Une commission est chargée de réfléchir, d'animer les discussions et les débats sur le rôle de l'ingénieur. Les étudiants de l'I.N.S.A. remettent aujourd'hui en question le contenu des programmes et de l'enseignement reçu, leur stage ouvrier, loin de leur permettre de se lier avec les ouvriers, vise à leur apprendre à les dominer. Enfin, les étudiants de l'I.N.S.A. essaient de combattre l'isolement dans lequel on essaie de maintenir leur lutte et la coupure par rapport aux autres luttes sociales.

Corresp. I.N.S.A.

### Face à face, Fourcade-Mitterrand sur Antenne 2 dans dix jours

Après s'être fait un peu prier, Fourcade a finalement accepté de participer au face-à-face que lui propose Mitterrand à la télévision sur le coût du programme économique du parti socialiste. Il a dû se dire qu'il ne risquait pas grand chose dans une querelle d'experts en sauvetage de l'économie capitaliste. Pour l'un, la solution consiste à renforcer le secteur capitaliste d'Etat par quelques nationalisations judicieuses, ce qui n'apparaît pas pour l'instant nécessaire au second. Tous deux sont néanmoins d'accord sur le but poursuivi : le redéploiement de l'économie, pour accroître sa compétitivité. D'ailleurs, quand on en vient à discuter du coût d'un programme, c'est qu'on est déjà d'accord sur le fond, non ? Mitterrand sera sans doute plus à l'aise que Fourcade pour manier la démagogie, mais Fourcade n'aura sans doute aucun mal à mettre en lumière la contradiction qu'il y a à accumuler les promesses tout en ayant pour souci premier la compétitivité des entreprises. Fourcade a aussi l'avantage d'avoir une armée de fonctionnaires supérieures en nombre à celle du PS pour lui préparer ses chiffres.

### Le Comité d'Action des Prisonniers : des témoins gênants

Samedi 7 février, comme tous les samedi, le CAP intervient à la prison de Fleury-mérogis. Ce jour-là, les micros de la prison qui annoncent aux visiteurs les numéros de passage pour les visites étaient en panne. Résultat : tous les visiteurs étaient massés sur le parvis pour attendre les prisonniers qu'ils étaient venus voir. Ceci n'a pas plu à la direction qui a appelé les flics. La présence du CAP qui était témoin de ce qui se passait était gênante pour elle, la direction les a fait embarquer à la gendarmerie où on leur a adressé un procès-verbal. Le CAP et les familles des détenus dans un communiqué protestent contre les méthodes qui non seulement visent à détruire les détenus, mais également privent leur famille par tous les moyens du droit de visite.

# LUTTES OUVRIERES

## LA SIDERURGIE EN LUTTE

### A LA SOLMER

Solmer, dans la zone industrielle de Fos-sur-Mer, c'est le mirage de «la sidérurgie sur l'eau» de la fin des années 60. Plus de 6 000 travailleurs dans cette usine, vivent au rythme des 3x8 et des «feux continus». Travail épuisant et non-payé en conséquence. De plus, à partir de novembre, la direction impose le chômage partiel et, bien sûr la perte de salaire qu'il entraîne. Le 23 janvier, la grève éclate ! Les travailleurs exigent : arrêt du chômage partiel, paiement des pertes de salaires depuis le début du chômage technique, le lock-out, et la grève, la 5<sup>e</sup> équipe.

La direction durcit ses positions, multiplie les provocations avec l'aide de ses acolytes de FO, de la CGC et aussi la CFT. Les travailleurs et leurs sections syndicales ont pris, surtout dans les derniers jours, une série d'initiatives pour discuter et associer leurs camarades lock-outés, élargir le soutien aux autres usines de la zone de Fos et à toute la sidérurgie.

c'est non seulement une vie familiale plus normale, un meilleur repos, c'est aussi le droit aux loisirs, à la détente, à l'information ; c'est pouvoir regarder autour de soi, en-dehors de son atelier et de son logement HLM.

#### EXPULSER LES COMMIS (CGC) DU PATRON

Pour les travailleurs, il n'est pas question d'aller faire des courbettes devant Durand-Rival, et leur volonté de lutte ne sera pas étouffée par le mirage d'un médiateur neutre, CGC venu «spontanément» proposer ses bons et loyaux services :

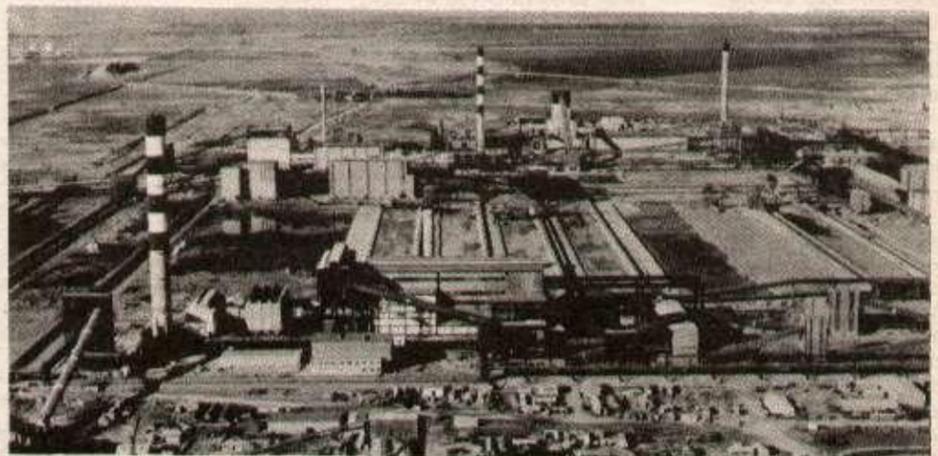
*«Je suis issu d'une famille ouvrière et j'ai fait mon début de carrière à l'établi jusqu'au poste d'ingénieur divisionnaire, par la promotion interne.»*

*«par le fayotage» traduisent aussitôt plusieurs travailleurs autour de moi.*

*«Je viens pour concilier les deux parties, je ne suis pas mandaté par la direction.»*

Son dévouement ne soulève pas l'enthousiasme.

*«Je regarde pour trouver un compromis. Ça se précise. Je mettrai tout en œuvre»*



de la direction, «difficile à convaincre», le gros lot est décroché : Le 3ème jour de travail sera compté férié donc payé double !

#### DÉVELOPPER LE SOUTIEN

Le soutien, c'est au niveau du trust qu'il doit s'organiser, et dans la zone, très largement, avec les femmes, les chômeurs, les jeunes des CET : «Discutons avec nos femmes et aussi nos enfants. Discutons dans nos quartiers, dans nos familles et nos associations familiales.» explique en assemblée générale, un délégué CFDT.

Robert RIVIERE.

### A NEUVES-MAISONS

Chaligny, Chavigny, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent : quatre villages de la région de Nancy, au fond de la vallée de la Moselle. Ils ne forment en fait qu'une seule agglomération, de par leur aspect, mais aussi par leur vie, organisée autour de la même usine les Acieries et Tréfileries de Neuves-Maisons. Tout le monde vit au rythme des postes, et quand il s'y passe quelque chose, on en parle tous.

L'usine emploie 3 600 travailleurs, et fabrique des produits comme le fil Michelin (pour les carcasses de pneus).

Comme dans la plupart des usines sidérurgiques, la préoccupation de l'heure, c'est le chômage partiel et les licenciements. Depuis octobre, quatre jours de chômage partiel par mois (deux seulement pour février), les «vacances forcées» pour les fêtes. Cela fait environ 400 à 600 F par mois en moins sur les payes. Pour la direction cela est dû à la situation générale : pas de commandes, baisse du prix de vente, etc... «la traversée de la nuit» comme elle dit ! Devant ces difficultés, la bourgeoisie joue sur deux tableaux : d'un côté, le chômage partiel qu'elle n'indemnise qu'à 60 %, d'un autre c'est la restructuration avec le groupement avec la Chiers, Châtillon Commentry, Neuves-Maisons.

Des projets de modernisation voient le jour, on parle de la création d'un nouveau haut-fourneau, d'une aciérie et d'un train à fil. «Mais quand il y a modernisation, il y a moins de monde !» les travailleurs ne se font pas d'illusions. «Le préfet avait dit qu'il y aurait création de 700 emplois, dans le même temps, on annonce 700 licenciements à la Chiers de Longwy, en plus à Neuves-Maisons, il y a eu 300 départs non remplacés ! On peut toujours annoncer de l'embauche !».

La réponse de la direction, c'est le lock-out. 300 travailleurs sont touchés. Avec le lock-out, le chômage partiel et la grève on ne sait plus très bien qui travaille ou pas. La direction lance son ultimatum : «ou vous reprenez le travail normalement, ou je lock-oute tout le monde un di !» Comment répondre à ce coup de force ? Autour de l'usine, dans les petits cafés, une idée revient, c'est que ce n'est pas le moment d'y aller, qu'avec le chômage partiel, c'est déjà dur de boucler les fins de mois, les économies ne sont pas grosses. «Il y a eu la renouée et maintenant c'est l'équipement pour les gosses qui partent en classe de neige».

Pour ce délégué actif, la réponse c'est qu'il faut refuser de se battre sur le terrain de la direction : le lock-out. «Il faut reprendre le travail et continuer à se battre comme on le faisait avant, avec d'autres formes d'actions, on n'est pas prêt à un mouvement d'importance, à un lock-out durable». Comme exemple, il cite 66, période de restructuration : «En 66, où on a tenu deux mois et demi avec des mouvements comme cela, c'était positif, mais aujourd'hui, c'est sûr qu'il nous faut autre chose, aller plus loin !». S'il est vrai que ces débrayages se font par secteurs dans l'usine, que tout le monde ne part pas encore en grève, cela n'est pas incompatible avec un mouvement qui unisse les travailleurs de Neuves-Maisons avec tous les aciéristes, avec ceux de la Solmer !

#### LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE PARTIEL

Depuis décembre, de nombreux débrayages ont eu lieu dans de nombreux secteurs de l'usine (hauts-fourneaux, aciérie, laminoir). «C'est organisé par équipe avec un responsable. Les gars se sont fixés un certain nombre d'heures de grève à faire, c'est eux qui décident d'arrêter la production au bon moment. Quand on est sur le

point d'enfourner par exemple !».

Cette tactique permet de désorganiser de façon importante la production. Si les mouvements se font suivant les secteurs, il y a unité sur les revendications, 250 F pour tous, 5ème équipe pour les feux continus, indemnisation du chômage à 100 %.

Corres. Nancy

#### L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS

Après avoir refusé de répondre aux revendications des travailleurs, mercredi 11 février en quittant la salle de réunion, la direction déclarait aux délégués : «Ne venez pas dans trois jours, ce sera périmé». Le lendemain, questionnée sur le coût des revendications, elle avoue que : «L'enjeu est plus important que les conséquences financières». Cette dernière déclaration explique, s'il le fallait, la signification des menaces et des pressions de toutes sortes depuis le début de la lutte.

#### L'IMPORTANCE DE L'ENJEU

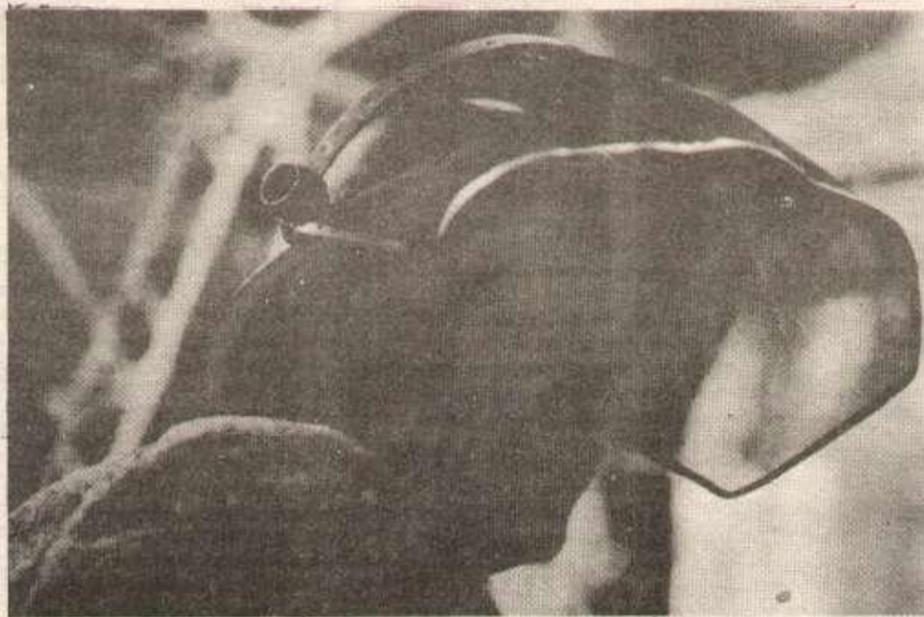
Pour les patrons, imposer la reprise sans satisfaire les revendications et continuer l'extension du chômage avec la perte de salaire, en faisant courber le dos à toute la classe ouvrière, en légalisant le lock-out, premier grand pas vers la suppression du droit de grève et des libertés syndicales et démocratiques.

Pour les travailleurs, l'enjeu dépasse le cadre de la SOLMER. Ce n'est pas pour rien que les grands moyens d'information sont mobilisés pour diffuser largement les positions de la direction ou de ses chiens de garde (FO et CGC) et organiser le silence sur la lutte ou déformer la vérité.

### CFT HORS DES USINES

La lutte des travailleurs de SOLMER c'est aussi une riposte au projet du syndicat fasciste CFT. Celui-ci, par la voix de son secrétaire Auguste Blanc, entame un tour de France pour «supprimer le monopole des syndicats CGT et CFDT». Les sections syndicales de SOLMER ne peuvent pas sous-estimer ce danger fasciste. Un tract signé «Comité Révolutionnaire de l'Ordre Nouveau», n'appelle-t-il pas à «remplacer les larmes des femmes de travailleurs que les terroristes syndicaux empêchent de travailler, par le sang de ces mêmes terroristes». Et plus loin : «Le moment est proche ou l'élimination physique de ces valets des puissances étrangères s'avèrera nécessaire».

Alors doit-on attendre que la liste des trente noms de la future CFT s'allonge pour organiser une riposte énergique ? La présence des flics CFT dans l'assemblée générale de Vendredi, a amené les syndicats à prendre en compte ce problème : des bulletins ont été distribués et chacun a pu inscrire ses propositions d'action par écrit : «Certains flics sont dans la salle, nous les connaissons. Il ne faut donc pas qu'une action dure, soit décidée devant eux», prévient un délégué CFDT. Chassons ces nerfs de nos usines !



#### IMPOSER LA VICTOIRE SUR CHAQUE POINT

- C'est retourner l'arme ou lock-out contre ses créateurs et en forger le même coup une autre plus puissante pour les luttes à venir.

- C'est montrer la voie du refus de baisser la tête et de se serrer la ceinture pour des PDG bedonnants et gavés.

- C'est, avec la 5ème équipe, exiger une autre vie pour des dizaines de milliers de familles. «Quand nous sommes passés de trois à quatre équipes, j'ai apprécié, alors pense un peu, avec la 5ème, ce serait bien !» m'explique un travailleur originaire de Lorraine. «La 5ème équipe,

pour débloquer la situation, mais SOLMER ne peut pas donner ce qu'elle n'a pas».

Les travailleurs n'apprécient pas du tout : «Durand-Rival dit la même chose».

Dès le lendemain, l'efficacité de ce médiateur fantôme ne fait plus de doute. Après d'après discussions auprès

#### CHIFFRES D'AFFAIRE

| 1973 Chiffre d'affaires hors taxes des principales sociétés sidérurgiques En millions de F |       |
|--|-------|
| Usinor   | 6 783 |
| Sacilor  | 6 727 |
| Creusot-Loire  | 1 215 |
| Châtillon-Commentry-Blache   | 1 145 |
| Cockerill  | 926   |
| Ugine Aciers   | 900   |
| Chiers   | 890   |
| Mét. de Normandie  | 698   |
| Pompey (S. N. A. P.)   | 621   |
| Neuves-Maisons   | 569   |

### COMMUNIQUÉ

Le PCR (ml) invite les sections syndicales CGT et CFDT et tous les travailleurs, à la réunion-débat, avec la participation de sidérurgistes, qui se tiendra ce soir 16 février à 20 h au centre social «Clair Soleil», chemin des Rayettes, route de Port-de-Bouc à Martignes, pour débattre des perspectives de soutien sur la zone.

# INFORMATIONS GENERALES

## Trois mois de grève de la faim

### INTERVIEW de Jacques PAPINSKI

**«Maintenant, le problème est de savoir s'ils vont me laisser mourir»**

Recueillie par Michel LORI

Jacques Papinski fait la grève de la faim depuis près de trois mois pour obtenir sa réintégration dans l'enseignement d'où il a été arbitrairement exclu. La décision appartient maintenant à Haby. Dimanche, il déclarait une nouvelle fois qu'il refusait cette réintégration, traitant par le mépris les 90 jours de grève de la faim de Papinski. «*Tout le monde peut faire une grève de la faim*» a-t-il dit. Alors Haby laissera-t-il mourir Jacques Papinski comme il le laisse entendre. C'est par nos actions que nous le contraindrons à réintégrer Papinski dans l'enseignement. C'est ce qui ressort de l'interview accordée par Jacques Papinski à notre reporter régional.

C'est à la clinique des mines où il a été hospitalisé, vendredi dernier, dans un état très grave, que nous sommes allés interviewer Jacques Papinski. Toujours sous perfusion et sous contrôle permanent dans le service réanimation. Les visites sont difficiles à obtenir, compte-tenu de l'état de gravité des malades de ce service. Dans cette atmosphère, l'accueil de Jacques nous a un peu surpris puisque c'est lui qui a commencé à nous demander : «*Bonjour, ça va ?*»

— Jacques : Les gens sont partagés. Ou alors, ils voudraient me défendre sur l'inspection de 66, ou me défendre sur la liberté d'expression et moi je préférerais, parce que c'est mon cas, que ce soit l'inspection de 66 qui soit attaquée. De toute façon, les deux vont de pair.

— Michel : Pourquoi on t'attaque sur la liberté d'expression, c'est parce que tu attaques quelque chose de bien précis : l'inspection ?

— Jacques : C'est ça ; beaucoup de gens, de journalistes m'ont dit que le tort que j'a-

me sanction (exclusion de l'enseignement - NDLR), c'est le recul. Ensuite, il y a eu l'amnistie pour la première. Alors, l'autre jour, il m'offre un poste, il m'offre un emploi ailleurs que dans l'enseignement, autre que celui que j'ai demandé parce que soi-disant, je ne pouvais plus y prétendre. C'était un poste de PEGC (prof d'enseignement général de collège - NDLR) titulaire que j'ai demandé et puis maintenant, il me propose un poste de maître auxiliaire. Dans la pratique, c'est encore meilleur puisque ça m'autorise à enseigner dans un lycée. Mais ça n'est jamais qu'un poste de maître-auxiliaire de plus. Il pourrait envoyer un émissaire ici pour les pourparlers. Il le peut s'il veut.

#### QUELLE ISSUE A L'AFFAIRE ?

— Michel : Le ministère va-t-il continuer, avec ton état de santé particulièrement grave, à répondre par des faux-fuyants ?

reste à voir pour le foie, parce que le foie ne fait plus son travail puisque le sérum passe directement dans le sang. Donc je ne sais pas comment je vais réagir quand je vais me réalimenter, ça c'est un risque que je cours mais c'est le ministre qui me fait courir ce risque.

— Michel : Le ministre est parfaitement conscient de tout ça.

— Jacques : Mais bien sûr, il le sait, sous perfusion, je peux tenir longtemps. Le ministre des renseignements généraux et tous les médecins de France et de Navarre le savent qu'on peut maintenir en vie sous perfusion mais je peux mourir à plus ou moins long terme des séquelles hépatiques, soit d'une cirrhose, soit d'autre chose. C'est lui qui serait responsable d'une mort prématurée, même si elle n'arrive que dans deux ou trois ans...

— Michel : Aujourd'hui, il s'agit de développer le soutien, de remettre en cause l'inspection de Giordani lui-

## SNCF : ORLÉANS

**«Blocage des trains pour les départs en vacances»**

SUITE DE LA UNE

C'est à l'issue d'une bataille serrée au sein des syndicats, entre partisans d'une action offensive et tenants de journées nationales, secteur par secteur, que l'action de ce week-end a été décidée. Dès 16 H, l'Exploitation cessait le travail et le trafic marchandises était stoppé. A 20 H, lors du rassemblement entre les directions syndicales, c'est une volonté unanime des cheminots qui s'est affirmée pour étendre et affermir l'action, pour paralyser le trafic voyageurs.

Dans la soirée, c'est plus d'une centaine de cheminots qui, en occupant les voies en gare, ont montré leur détermination, s'opposant ainsi aux révisionnistes de la CGT. En effet, ceux-ci refusaient le blocage des voyageurs, un vendredi soir, départ de vacances, afin de ne pas se mettre l'opinion publique à dos ! Les passagers aux fenêtres des voitures

applaudissent et tendent le poing avec nous à la lecture des communiqués par haut-parleur.

La direction fait appel aux flics. Une dizaine de cars stationnent devant la gare, et, vers 24 H, flics urbains casqués et gendarmes mobiles, dont un peloton en armes investissent les quais et prennent position devant les trains. «*C'est la première fois, depuis 53, que les flics interviennent contre nous*», dit un vieux cheminot. Le commissaire de police, espérant intimider les grévistes avec son : «*Au nom de la loi, dégager les quais !*» s'est vu répondre : «*Au nom de quelle loi, ce n'est pas la nôtre !*»

Nous reprenons avec les postiers du tri, debout aux portes des wagons : «*Ponia, fasciste !*» Vers 20 H, nous décidons de nous séparer et de nous retrouver le lendemain, à l'assemblée générale.

Corresp. SNCF  
Orléans/Les Aubrais



vais eu, ce qu'on me reprochait, c'était d'avoir écrit le «*boui-boui*». Bien sûr, cela n'a pas plu.

Si les enseignants loupent le coche, tant pis pour eux, tant pis pour moi. Je ne sais pas ce que je deviendrai mais tant pis pour les enseignants. Même ce comité de soutien de Paris qui explose de sympathie, quand je leur ai expliqué, ils ne comprennent pas bien. Souvent, aux ouvriers, je leur dit : «*Voilà, c'est comme si un mécanicien doit réparer un véhicule et s'il y a une expertise qui est demandée et qu'on envoie un maçon pour expertiser le moteur !*» C'est ça, schématique, mais c'est ça. Maintenant, je crois qu'ils se méfient, mais si je ne suis pas réintégré, je crois qu'ils redresseront la tête. Ça vous pouvez en être sûr.

— Michel : Oui, ça serait un échec. Et les réponses du ministre, qui changent tous les jours ?

— Jacques : Eh bien, ça marque la faiblesse de l'administration. Mais pas une assez grande faiblesse. Il y a déjà eu la levée de la deuxième

— Jacques : Alors maintenant, le problème est de savoir s'ils vont me laisser crever. Parce que les docteurs sont formels. On peut maintenir quelqu'un en vie. Tu vois les gens qui sont ici en réanimation, je ne sais pas ce qu'ils ont, mais on peut les nourrir comme ça pendant des mois, jusqu'à ce qu'ils meurent. Donc, pour moi, le problème est le même. Je n'ai pas d'affection, mais tous les organes sont atrophiés. Alors qu'est-ce qui peut se passer : si j'ai une syncope, on peut me réanimer, comme on peut très bien ne pas me réanimer. Ce matin, je me suis levé, je suis sous contrôle jour et nuit.

Quand je suis couché, ça va, mais quand je me lève, c'est terrible, dès que je mets les pieds par terre, c'est comme si j'avais fait un 500 mètres. On me fait des tests chaque jour : des tests hépatiques, car on craint que j'aie la jaunisse, alors il se peut que j'aie déjà quelque chose au foie qui soit irréversible. Voilà ce que je risque et ce que le ministre risque. Pour l'instant, il n'y a pas de lésion ni aux reins, ni aux poumons,

même, de contraindre les syndicats à faire quelque chose même malgré eux.

— Jacques : Voilà, c'est ça, le SGEN semble partir mais s'il était appuyé par le SNES, ce serait bon et s'il l'était par la FEN entière, ça serait rêvé parce qu'il y a eu des mouvements déclenchés par le SGEN dans certains départements ; mais si c'était généralisé, alors là, même deux jours de grève, le ministre est obligé de céder. Il faut sensibiliser les syndicats, sur mon état de santé et puis aussi leur faire l'information parce qu'ils ont été très mal informés. Le SNI a fait une contre-information, alors qu'à l'origine il y a eu l'inspection de Giordani, il faudrait savoir ce qu'il fait dans cette école normale. Au sein de l'école normale de Lons-le-Saulnier, il faudrait déclencher une grève, ça serait bon, mais comment atteindre Lons-le-Saulnier, voilà tout est là. Je crois que pour l'instant, on a trop passé sous silence l'inspection de Giordani et puis, sur mon cas, il faut des gens qui se jettent à l'eau pour qu'après ça serve aux autres.

— Jacques Papinski : J'ai encore réitéré ma demande. La semaine dernière, ils disaient que mes prétentions dépassaient mes possibilités et aujourd'hui, ils m'offrent un poste d'auxiliaire, qu'est-ce que c'est que ça ? Je maintiens que je devrais être titulaire si je n'avais pas été inspecté par un inspecteur qui ne parlait pas anglais.

Le soutien s'est élargi dans toute la France, je reçois des motions, des lettres d'établissements entiers. Encore ce matin, il y a eu treize lettres. Je ne vois pas bien, je ne peux pas lire car on m'a mis des gouttes dans l'œil ce matin. Les télégrammes de sympathie arrivent de partout. Sur le plan national, ça rebouge. A Paris, il y a un comité de soutien.

— Michel : et sur Homécourt ?

— Jacques : Je reçois beaucoup de visites ici, mais on a été obligé de freiner parce qu'il y a de très grands malades qui sont sous respiration artificielle. Ce matin, j'ai pu m'asseoir, ça va mieux, je n'avais que 50 de pulsations cardiaques et la tension était très basse.

— Michel : Et la municipalité d'Homécourt et le P(C)F ?

— Jacques : On n'en a plus jamais entendu parler. Non, non, il n'y a rien eu.

#### LE PROBLEME DE L'INSPECTION

— Michel : A partir de ton affaire, il y a eu une prise de conscience du problème de l'inspection ?

## Belle-Etoile (Rhône-Poulenc industriel)

Le 30 janvier, la direction annonçait que 500 personnes resteraient à 36 H par semaine. Les travailleurs des secteurs Traction, Expédition, Réception et Conditionnement ont spontanément décidé la grève pour la première semaine de chômage. Dès lundi soir, la direction céda pour tous les ateliers, sauf pour les douze ouvriers du PN8 qui restaient à 38 H. Mardi, tous les ateliers repartaient en grève de solidarité avec le PN8. Vendredi matin, le patron cède. Tout le monde reviendra à 40 H par semaine.

C'est donc un succès pour les travailleurs, même s'ils n'ont pas obtenu le paiement des heures de grève. C'est dans l'enthousiasme et l'unité qu'ils ont repris le travail.

Corresp. Lyon

## SLPM (Lyon) : pour de meilleurs salaires

Les 140 travailleurs de la SLPM sont en grève depuis lundi dernier. Ils demandent une revalorisation de 4 % de leurs salaires, ce qui équivaut au retard pris en 75 où la totalité des augmentations a été de 6,5 %.

La direction reconnaît cette baisse du pouvoir d'achat, mais prétend qu'en contrepartie, les travailleurs de la SLPM n'ont pas été touchés par le chômage partiel, malgré la crise de la sidérurgie ! Pour le moment, elle refuse d'ouvrir toute négociation.

## La lutte paye au centre de tri de Lyon-gare

Depuis 73, les travailleurs du centre de tri de Lyon-Gare ont obtenu une réduction d'une heure de leur temps de travail. Cette réduction se concrétise par un repos cyclique toutes les six semaines, alors que la direction des PTT voudrait une réduction d'un quart d'heure par jour.

A Noël dernier, elle avait déjà tenté de l'imposer et la brigade de la demi-nuit avait répondu par deux grèves, le 26 et le 2. Mardi dernier, nouvelle remise en cause. La brigade de la demi-nuit refuse de reprendre le travail. La direction refuse de rencontrer les syndicats. A minuit, le chef de centre vient les supplier de reprendre le boulot : la grève se poursuit. Mercredi à midi, c'est tout le centre qui est en grève. La direction recule, propose une entrevue pour vendredi, puis jeudi, enfin en pleine nuit, reçoit les syndicats et est obligée d'accorder le repos cyclique.

# LA VIE DU JOURNAL

## PARMI VOS LETTRES

**une suggestion :  
pour une rubrique quotidienne  
sur la vie chère**

Les patates augmentent. Les patates sont introuvables. Les patates partent en pays étranger. Les patates vont nous arriver de Pologne.

C'est une véritable campagne d'intoxication. Et des ménagères se laissent avoir et achètent des sacs de patates qui vont pourrir dans leur cave. Et les prix augmentent. Notre journal doit combattre ces campagnes d'intox.

### pour qui est-il mort ?

Je vous envoie cette chanson, composée par des syndicalistes CFDT de St Briec, sur le motif d'un ouvrier assassiné par un patron d'habillage à Collinée (22). Sur l'air d'une chanson de G. Allwright :

REFRAIN : Qui a tué Alain Rabet ?  
Qui est responsable et pourquoi est-il mort ?

I - Ce n'est pas moi, dit Gilles, patron à Collinée  
Je ne savais même pas qu'il existait  
Et puis vous n'allez tout de même pas m'emprêder  
Pour la mort d'un foutu petit ouvrier ?

REFRAIN

II - Ce n'est pas nous disent tous les patrons bien en chair  
D'abord il touchait un salaire pour faire ce labeur  
Alors maintenant, s'il faut les payer  
Et en plus assurer leur sécurité !

REFRAIN

III - Ce n'est pas moi, dit le président de tous les français.  
J'ai été élu au mois de mai,  
Je n'ai pas pu tout décriper  
Faites confiance à la justice de Lecapuet !

REFRAIN

IV - Ce n'est pas moi, dit la société de con sommation  
Il produisait comme c'est la tradition,  
Il faut qu'un travailleur soit rentable,  
Les syndicats racontent des salades !

REFRAIN

V - C'est sans doute nous, disent les ouvriers en colère  
Les cadences infernales, la répression, les mauvais salaires,  
Un jour nous vous les ferons payer  
Et alors là, vous tremblez ?

Qui a tué Alain Rabet ?  
Qui est responsable et pour qui est-il mort ?

un lecteur St BRIEUC

DEVENEZ CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
208 65 61 Paris 8 H 30 à 13 H

**EN AVANT  
VERS LE 12 PAGES  
CHAQUE JOUR**

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

### SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....  
Envoyer à :  
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS

## SUR L'ABANDON DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT PAR LE P«C»F

Je vous adresse un témoignage syndical sur l'abandon de la Dictature du Prolétariat au 22<sup>e</sup> congrès du P«C»F.

Aide-soignant dans un hôpital parisien, j'ai participé à la journée «d'action» du 5 février. La manifestation du matin était si «active» et si animée que j'ai eu le temps de discuter avec des camarades de travail de la «question du jour» sur le rejet de la Dictature du Prolétariat par le PCF.

Ainsi un délégué CGT, membre du PCF, m'a appris des choses bien intéressantes sur ce «débat» dans sa cellule de l'hôpital où nous travaillons.

Tout d'abord, seul un vieux militant de la cellule est intervenu contre en rappelant les traditions vivantes du communisme. Les autres membres ou bien n'avaient pas d'avis précis ou bien s'alignaient sur les positions des responsables de la cellule.

Par ailleurs il est significatif de voir les deux types de justifications avancées par ces militants du PCF. D'une part le mot dictature «rappelle trop» le fascisme hitlérien ou le franquisme. Cela n'a donc rien à voir avec la réalité «démocratique» de notre pays. D'autre part le prolétariat est dépassé car la

révolution scientifique et technique a conduit à une réduction numérique de la classe ouvrière au profit des secteurs de service et des cadres. En quelque sorte la France capitaliste se serait «déprolétarisée».

Néanmoins dans la cellule restait un doute sur les conséquences pratiques de cet abandon. Les interrogations fusaient : qu'est ce qui maintenant nous différencie des réformistes du PS ? Sommes-nous en train de devenir le parti des cadres et intellectuels ? (...)

Salutations Communistes  
un militant CFDT partisan de  
la Dictature du Prolétariat.

## VIE QUOTIDIENNE

### UNE FILIÈRE

### PARTICULIÈREMENT ODIEUSE

L'appareil bourgeois se donne aujourd'hui tous les moyens pour racoler les jeunes vers l'armée, la marine et les CRS, profitant ainsi du développement du chômage. Certains aspects de ce racolage sont très connus et déjà dénoncé dans le Quotidien du Peuple : affiches de la police nationale dans les ANPE, affiches sur la légion étrangère «un métier d'homme» prolongement du service militaire pour les chômeurs...etc...

Mais, je viens de découvrir une autre filière particulièrement odieuse et certainement très efficace pour le recrutement. Dernièrement, circulant en cyclomoteur en plein jour, j'ai eu droit au contrôle d'identité ; malheureusement de plus en plus commun, profitant d'une irrégularité, le flic «bon père de famille» ne s'est pas contenté de relever mon identité. Sur le ton de la conversation la plus anodine, me demandant ma profession, je lui ai répondu que j'étais chômeur et c'est là que ça devient intéressant :

«Ah vous êtes chômeur ! Depuis combien de temps ? - plusieurs mois» et, me regardant rapidement des pieds à la tête :

«Quel âge avez-vous ?» me demande-t-il en souriant, bien qu'il ait ma date de naissance sous les yeux. «24 ans». Mais à ce stade là, je n'avais pas encore compris.

«Et combien mesurez-vous ? - 1 m 75» C'est alors que j'ai saisi où voulait en venir cette ordure ! Mais au lieu de jouer le



jeu, surpris et écœuré à la fois, j'ai coupé court en précisant que j'avais plusieurs perspectives de travail à court terme. Dommage, après coup, j'ai pensé que j'aurais dû laisser faire pour voir jusqu'où ces fumiers peuvent aller pour faire adhérer les jeunes dans la grande famille «des forces de l'ordre !»

En sortant du «panier à salade», j'ai compris qu'un des aspects des contrôles d'identité permanents n'était pas ou peu dénoncé : faire pression auprès des jeunes chômeurs désempêchés, rejetés de leur famille, isolés pour leur offrir un avenir de flics. C'est en fait une autre filière de recrutement que les lecteurs du Quotidien du Peuple doivent dénoncer très largement en apportant leurs témoignages vécus.

un lecteur de MARSEILLE

## RÉPONSE A UN APPEL

Chers camarades,

Je viens de lire dans le n° 108 du 11 février, l'appel aux enseignants, professeurs et instituteurs. Je suis prof de C.E.T. et je suis tout à fait d'accord avec cette initiative.

C'est très important que les enseignants puissent briser leur isolement, non seulement entre eux, mais aussi et surtout par rapport aux luttes du peuple. Il y a beaucoup à dire et à faire là-dessus. Par exemple, je suis secrétaire de la section du syndicat S.N.E.T.P.-CGT et il est très rare que nous ayons des rapports avec les syndicats CGT ouvriers de l'Union Locale ; j'aimerais également connaître les positions réelles des autres sections syndicales du S.N.E.T.P.-C.G.T. dans d'autres C.E.T. de France sur la ligne suivie par ce syndicat actuellement.

Le rapport entre l'école et la classe ouvrière se trouve en réalité, posé chaque jour dans nos classes de C.E.T. Et il est très important que nous puissions apporter une réponse cohérente et révolutionnaire à ce problème ; et cela nous ne pouvons pas le faire en restant isolé dans notre coin, dans notre C.E.T. etc... mais nous ne pouvons pas le faire non plus dans le contexte syndical actuel, du moins pour le moment. Donc le Quotidien me paraît être en effet un excellent lieu de rencontre, d'échanges, de synthèse et d'initiatives.

Voilà, quelques rapides réactions personnelles à la lecture de cet appel. Je vais en parler à tous mes collègues de travail et afficher le texte sur le panneau syndical CGT-CFDT. Je pense que nous serons assez vite en mesure de vous envoyer un texte plus élaboré et plus précis sur tout cela.

Bon courage et salutations militantes.

G.B. C.E.T. de BRIARE.

## JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS  
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Envoyez à :  
le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 Paris Cédex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

# BLOC-NOTES

## LA TUTELLE ou «comment on t'enfonce encore plus»

**BESANCON :** Plusieurs membres du Comité de Lutte contre le Chômage étant sous tutelle, au cours de réunions ont parlé de leurs «problèmes» en demandant qu'une enquête soit faite, afin de mettre en lumière le rôle joué par ce service. Une brochure a donc été faite après enquête auprès de plusieurs familles de Montrapon. *Nous en publions le premier chapitre.*

### QUELQUES POINTS DE VUE ENTENDUS ICI ET LA DANS LES FAMILLES

- Il y a des familles qui ont tout à gagner à être en tutelle, parce que c'est un bien pour leurs enfants, et pour eux-mêmes,

- ça se discute, certains cas...

- les tutelles s'engraissent avec le fric qu'elles nous ont piqué,

- ce sont des ivrognes, il faut bien que leurs gosses mangent,

- on nous humilie à longueur de journée,

- ce qu'il faut, c'est supprimer ce service qui sème la merde et nous prend pour des cons, et nous fait passer aux yeux de la société pour des épaves.

### MAIS QUE DIT LA BOURGEOISIE ?

Au point de vue juridique, voilà ce que l'on peut apprendre :

L'incapacité de gérer un budget peut être palliée par l'organisation de la «Tutelle aux prestations sociales». La loi du 18-10-66 prévoit que dans le cas où les enfants

donnant droit aux allocations familiales sont élevés dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses, ou lorsque le montant des prestations sociales n'est pas employé dans l'intérêt des enfants, le juge des enfants peut ordonner que les prestations soient, en tout ou partie, versées non au chef de famille, mais à une personne physique ou morale qualifiée, dite tuteur aux prestations sociales.

Les prestations familiales étant confiées à la charge d'un «organisme» (UDAF), une assistante sociale (ou déléguée à la tutelle) aura pour tâche de suivre la famille placée en tutelle.

### QUEL EST DONC LE RÔLE DE CETTE PERSONNE ?

«L'assistance sociale qui est chargée d'exercer la mesure d'éducation en milieu ouvert devra s'efforcer de faire acquiescer aux parents l'aptitude à se suffire dans la direction de leur foyer ; l'éducation des parents sera donc faite dans l'esprit de rendre l'assistance de plus en plus inutile à mesure que disparaîtront les causes qui l'avaient rendue nécessaire.»

(Extraits du livre : *la protection judiciaire de l'enfance en danger*).

«Le premier souci de l'assistante sera d'éveiller chez les parents la conscience de leurs responsabilités et de la situation dangereuse dans laquelle se trouvent leurs enfants. Elle les conseillera, les encouragera et orientera leurs efforts.»

Ainsi donc, à en croire la bourgeoisie, plus de soucis à se faire car vraiment, ses assistantes sont de véritables petites fées du logis.

nage», tant à l'égard des parents que les enfants».

Leur dépannage, parlons-en ! Ils nous enfoncent dans la honte. Et pour des années ! Pour un garagiste qui se respecte, il ne faut pas 15 ans pour réparer une voiture.

Ça commence bien : «Les détails le montreront, le cheminement a été bon pour ce qui nous concerne, pour ce que nous pouvons maîtriser,

consacrer comme ils le voudraient à leur mission d'éducation et de promotion des familles qui leur sont confiées.

Il faut enfin que les services sociaux et l'opinion publique se libèrent d'une conception erronée qu'ils ont trop souvent d'une mesure de tutelle.

Ce n'est ni une sanction, ni une mesure répressive et dégradante, ni une déchéance impliquant une mesure d'autorité ou de garde sur les enfants, mais une aide bienveillante et indispensable, une chance de rétablir ainsi une situation perturbée par des fatalités économique-sociales et de trouver ou retrouver une véritable vie familiale épanouissante pour chacun. (On ne se mouche pas du pied à l'UDAF !)

AINSI DONC,

Une assistante sociale de secteur (un quartier, un village...) «détecte» une famille en difficulté, fait un rapport au juge des tutelles. Celui-ci prononce la mise en tutelle de la famille. Désormais, les allocations familiales de cette famille tombent directement dans les mains du Service de tutelle. Cette famille, d'accord ou pas, devra régulièrement passer à la Maison de la Famille, ou attendre qu'une déléguée veuille bien se déplacer, pour pouvoir toucher une partie de l'argent qui lui est dû. Cet argent lui sera d'ailleurs accordé au goutte à goutte après «examen» très détaillé de son utilisation. Les 3/4 des allocations seront placés sur un compte en banque, et ils serviront à payer les dettes (s'il y en a) et le loyer de la famille. (à suivre)



### UN «GARAGISTE POUR FAMILLES DÉFECTUEUSES»

«La ne se bornera pas son rôle : à côté du travail psychologique qui requiert patience et diplomatie, l'assistante sociale devra mettre au service de la famille toute la science pratique du service social en général. Il s'agit d'opérer un véritable «dépan-

c'est-à-dire la période pendant laquelle une famille nous est confiée, nous la prenons en charge pour l'amener à retrouver son autonomie entière» (extraits du rapport d'activité 1975 de l'UDAF de Besançon).

«Il nous faut encore mieux organiser notre service où les délégués sont de plus en plus surchargés et ne peuvent se

## TÉLÉVISION

LUNDI 16 FÉVRIER

|  |  |
|--|--|
| TF 1   | DES LETTRES  |
| 18 h 15 - A LA BONNE HEURE                                   | 19 h 45 - Y'A UN TRUC  |
| 18 h 45 - POUR LES PETITS                                    | 20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES  |
| 18 h 55 - POUR LES JEUNES                                    | 22 h 45 - DROIT DE CITÉ  |
| 19 h 40 - UNE MINUTE pour LES FEMMES                         | FR 3   |
| 19 h 45 - ALORS, RACONTE                                     | 19 h 00 - POUR LES JEUNES Les Osmondbroth. Jeux dépoingsetc..                |
| 20 h 30 - LA CAMÉRA DU LUNDI : «Faites donc plaisir aux amis | 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE LE C.N.P.F.  |
| 22 h 00 - GLORIA de Vivaldi Orch. Radio France               | 20 h 00 - EMISSIONS RÉGIONALES   |
| A 2  | 20 h 30 - PRESTIGE DU CINÉMA «Nicolas et Alexandre» (1971) de F.J. Schaffner |
| 18 h 45 - LE PALMARES DES ENFANTS                            |  |
| 18 h 55 - DES CHIFFRES ET                                    |  |

# feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

Résumé : En Août 1927, Mao dirige un soulèvement paysan; battu, il se réfugie dans le réduit montagneux de Tsing-Kang-chan aux confins du Hounan et du Kiangsi. Chou-Teh le rejoint, avec ses forces : c'est la première «Armée Rouge». Elle conquiert une partie du Kiangsi. Un gouvernement soviétique y est créé.

20ème EPISODE  
L'ARMÉE ROUGE. DISCIPLINE ET TACTIQUE

### LES HUIT REGLES

Peu à peu, le travail de l'Armée Rouge avec les masses s'améliora, la discipline se consolida et une nouvelle technique d'organisation se développa. Partout la paysannerie se mit à offrir ses services à la révolution. Dès le Tsing-kang-chan, l'Armée Rouge avait imposé trois simples règles de discipline à ses combattants, à savoir : prompt obéissance aux ordres ; pas de confiscations d'aucune sorte chez les paysans pauvres ; et mise à la disposition directe immédiate du gouvernement de tous les biens confisqués aux propriétaires. Après la Conférence de 1928, on multiplia les efforts pour enrôler l'appui de la paysannerie et l'on ajouta huit règles aux trois déjà mentionnées. C'étaient les suivantes :

- 1° En quittant une maison, remettez en place toutes les portes (1).
- 2° Rendez, après l'avoir roulée, la paille sur laquelle vous avez dormi.
- 3° Soyez courtois et polis avec les gens du peuple et aidez-les autant que vous pourrez.
- 4° Rapportez tous les objets empruntés.
- 5° Remplacez tous les objets que vous avez endommagés.
- 6° Soyez loyaux dans toutes vos transactions avec les paysans.

7° Payez pour tout ce que vous achetez.

8° Veillez aux précautions d'hygiène, et en particulier installez les latrines à distance convenable des habitations.

(...) Trois autres devoirs furent assignés à l'Armée Rouge comme but primordial : *primo*, lutter à mort contre l'ennemi, *secundo*, armer les masses, *tertio*, se procurer des fonds pour subvenir aux besoins de la lutte.

### LES QUATRE MOTS D'ORDRE

Notre tactique, en dehors de la base politique du mouvement, explique en grande partie nos succès militaires. Au Tsing-kang-chan, nous avions adopté quatre mots d'ordre qui donnent la clef des méthodes de la guerre de partisans d'où est née l'Armée Rouge. Ces mots d'ordre de quatre caractères chacun en chinois étaient les suivants :

- 1° L'ennemi avance : nous nous retirons !
- 2° L'ennemi fait halte et campe : nous le harcelons !
- 3° L'ennemi cherche à éviter le combat : nous l'attaquons !
- 4° L'ennemi bat en retraite : nous le poursuivons !

Au début, beaucoup de militaires expérimentés, qui désapprouvaient le genre de tactique préconisé, s'opposèrent à l'emploi de ces mots d'ordre. Mais une expérience répétée a prouvé que cette tactique était juste. En général, dans la mesure où l'Armée Rouge s'en est écartée, elle n'a pas rencontré le succès. Nos effectifs étaient réduits ; ceux de l'ennemi les dépassaient de dix à vingt fois ; nos ressources et notre équipement étaient limités, et ce n'est qu'en combinant adroitement

la tactique de la manœuvre et la guerre de guérilla que nous pouvions réussir contre le Kouomintang, qui se battait à partir de bases bien supérieures et infiniment plus riches. (...)

### LA LIGNE AVENTURISTE DE LI LI-SAN

D'une manière générale, dans l'expansion des territoires soviétiques, l'Armée Rouge a préféré une évolution par vague ou marée à une avance inégale obtenue par «bonds» et sans consolidation profonde du terrain gagné. Cette politique était pragmatique, tout comme la tactique déjà décrite, et découlait d'une expérience collective à la fois militaire et politique longue de plusieurs années. Notre tactique fut sévèrement critiquée par Li Li-san, qui préconisait la concentration de toutes les armes entre les mains de l'Armée Rouge et l'absorption de tous les groupes de partisans. Il voulait l'offensive plutôt que la consolidation ; des avances sans assurer ses arrières ; l'assaut sensationnel donné à de grandes villes, s'accompagnant de soulèvements et d'extrémisme. La ligne de Li Li-san dominait alors le Parti en dehors des zones soviétiques et exerçait assez d'influence pour en forcer l'acceptation, dans une certaine mesure, par l'Armée Rouge, contre le jugement de son commandement opérationnel. Un des résultats en fut la marche sur Tch'ang-cha, et une autre fut l'avance sur Nan-tch'ang. Mais l'Armée Rouge refusa d'immobiliser ses groupes de partisans et d'ouvrir ses arrières à l'ennemi pendant ces aventures.

(à suivre)

1. Cet ordre n'est pas aussi énigmatique qu'il paraît. Les portes de bois d'une maison chinoise sont facilement démontables et sont souvent utilisées, posées sur deux blocs de bois comme lits improvisés. (note d'E. Snow)

# INTERNATIONAL

## Irlande

### L'OCCUPANT BRITANNIQUE SUR LA DEFENSIVE

Camille NOËL

La mort de Franck Stagg, à la suite d'une grève de la faim de 61 jours, dans une prison du Yorkshire (Grande-Bretagne) a suscité la colère du peuple irlandais. A Dublin, une bombe a endommagé l'hôtel Shelbourne et des engins incendiaires ont partiellement détruit les deux succursales des chaînes britanniques Woolworth et Cavendish.

Par ailleurs, une bombe de dix kilos a été désarmée dans la station Oxford Circus du métro londonien.

A Belfast (partie nord de l'Irlande occupée), la police britannique poursuit ses quadrillages terroristes, tirant à vue sur tout véhicule suspect.

Pour leur part, les forces de répression subissent des pertes : à proximité des quartiers catholiques de Londonderry, une patrouille a été attaquée et un policier tué.

Depuis le début de l'année, l'occupation britannique a fait déjà 63 morts. Cette liste ne peut que s'allonger, quand on sait la volonté de la Grande-Bretagne de maintenir son occupation dans la partie nord de l'Irlande. En effet, cette région est la seule de toute l'Irlande à être un réel pôle de développement

industriel : l'économie nord-irlandaise est fortement dépendante, dans ses fournitures comme pour ses débouchés, des grandes régions économiques de la Grande-Bretagne.

Pour assurer sa domination, la bourgeoisie britannique organise la répression généralisée des masses catholiques, exclues du pouvoir effectif de décision. Cette répression se fait par une occupation terroriste, avec la présence de 15 000 soldats britanniques, outre les 4 500 membres de la Royal Ulster Constabulary, haïe des mas-

ses catholiques irlandaises. Car cette police provinciale ne recruté que chez les protestants ; ajoutons-y, les forces supplétives de l'Ulster Défense Régiment, de 8 000 hommes.

Cette répression militaire généralisée des masses catholiques s'accompagne d'une répression sélective du prolétariat nord-irlandais : la Grande-Bretagne exploite l'élément idéologique réactionnaire de l'appartenance religieuse, afin de briser l'unité de classe des travailleurs et d'imposer son pouvoir.

Voici maintenant quelques

années qu'on croyait l'Irlande «oubliée» : l'armement massif de milices réactionnaires avait semblé ramener au nord la «paix» anglaise.

Mais aucune des «solutions» successivement proposées par Londres n'a rien résolu : toutes prenaient pour base le maintien de l'occupation du Nord du pays.

Le peuple irlandais, qui a su des siècles durant, maintenir son identité, ne pouvait s'y résoudre. Il compte dans ses rangs des milliers de Franck Stagg, prêts à mourir pour la liberté. Ils reprennent aujourd'hui la parole.



Dans les rues de Belfast, la fouille.

### Liban : l'accord est publié

Le président Frangié a rendu public l'accord sur le Liban du 22 janvier dernier.

Le président de la République reste un chrétien maronite, le premier ministre un musulman ; c'est le Parlement - à 50 % musulman au lieu de 30 - qui élira le premier ministre. La Résistance Palestinienne maintient son statut défini par les accords du Caire de 1969 et 1973.

Cet accord prend donc en considération certaines revendications des forces de gauche sur une réorganisation de l'Etat libanais. Qui plus est, la Résistance Palestinienne voit de nouveau confirmer sa pleine et légitime souveraineté sur tous les camps.

Toutefois, cet accord, en revenant au statu quo d'avant les premiers affrontements d'avril 1975, ne règle rien quant au fond du problème libanais : le non engagement du Liban aux côtés des pays arabes en lutte contre l'impérialisme et son relais sioniste au Moyen Orient.

Mais cet accord confirme l'échec des partisans de la «partition» du Liban, puisqu'il réaffirme l'existence d'un Etat unitaire et autorise la présence palestinienne sur son sol. C'est aussi un répit avantageux pour la Syrie : le sud-Liban est un point faible par lequel les forces sionistes menacent les arrières syriens. Cet accord peut devenir positif pour la lutte de libération des peuples arabes, à condition que la Syrie adopte une position patriotique de lutte contre le sionisme.

### Argentine

## TEMOIGNAGE SUR LA REPRESSION

La répression se développe en Argentine, mais se fait maintenant massive et non plus sélective. L'armée, qui de plus en plus investit les grands secteurs de l'appareil d'Etat (on parle en Argentine du «coup d'Etat gradué»), a déjà assassiné plus de 2 000 personnes, avec l'aide de la Police et de son annexe l'AAA (Alliance Argentine Anti-communiste). Des centres de tortures et de détention sont implantés dans tout le pays, et les 4 500 prisonniers politiques connaissent des conditions de détention inhumaines, notamment au camp de concentration de Famailla, dans la province de Tucuman.

La France participe à cet écrasement du peuple argentin sous la botte péroniste : les faubourgs de Buenos-Aires sont occupés par 200 chars AM-X 30, le ciel est sillonné par des Pucara à turbines françaises, les Mirage III et les Alouette. Les Forces Armées argentines ont à leur côté une mission militaire française permanente, cependant que la Promotion 106 du Collège militaire vient s'entraîner en France. Le «mondialisme» de Giscard, c'est l'internationalisation de la répression.

Un rescapé du camp de concentration de Famailla témoigne :

- arrêté par l'armée en mars 1975, il est emmené au camp : «Ils commencent à me frapper, à deux, pendant plus d'une demi heure, je pense. C'était terrible, ces types me frappaient de tous les côtés à la fois, ils me parlaient d'un côté, et ils me frappaient d'un autre. Comme j'avais les yeux bandés et les mains derrière le dos, je ne pouvais jamais savoir d'où allaient tomber les coups ni les parer. Ils me frappent comme ça, pendant une demi heure et au moment où j'allais tomber, ils ont commencé avec la «picana», l'électricité. Moi, j'avais entendu parler de la picana, de la façon dont on l'utilise, mais jamais je ne l'avais subie. Ils m'ont fixé un câble derrière chaque oreille tenu par la

bande que j'avais sur les yeux ; on ne peut pas décrire la sensation de la picana avec des mots. Après ça, ils ont déplacé l'un des câbles, pour me le mettre sur le cœur, sous la chemise. Quand ils ont fait passer la première décharge, dans cette position, je suis tombé, sur le dos d'un seul coup. Après, ils ont arraché mon pantalon. Et le câble qui restait derrière l'oreille, ils me l'ont mis sur le sexe ; l'autre, je l'avais toujours sur le cœur.

Alors, je ne sais pas le temps qui a passé, je ne sais pas si je criais ou si je ne pouvais pas crier. Ce que le corps souffre et subit, avec la picana, c'est terrible. Par exemple, moi, j'ai eu une molaire éclatée, avec l'électricité, tellement j'ai serré les dents. On transpire terriblement, c'est comme si on était

sous l'eau. Je suis complètement incapable de dire si j'ai dit quelque chose, si j'ai répondu à des insultes ; parce que, à ce moment-là, ils ne me posaient même plus de questions, ils ne faisaient que m'insulter.

Après, ils m'ont fait laver une salle qui servait de salle de tortures. Il y avait un lit métallique dont les pieds étaient reliés à des câbles électriques. Ils attachaient les gens là-dessus, et faisaient passer des décharges électriques. Ils appelaient cela «la parrilla» (le Grill). Il y avait aussi une table avec une grande quantité de photos de gens, hommes et femmes.

Dans cette salle de tortures, il y avait aussi une table avec beaucoup de chiffons imbibés de sang, de bouts de cotons comme ceux qui servent pour nettoyer les piqûres intra-veineuses, des capsules de seringues jetables, tachées de sang, et de petites capsules de sirocaïne. C'est un produit anesthésique, je pense qu'ils devaient l'utiliser pour interroger les détenus, un peu comme on se sert des sérum de vérite, ou du penthotal...

Après, une fois remis en liberté, pendant deux mois, il y avait constamment deux types qui nous suivaient ma femme et moi, dans la rue, au cinéma, dans l'autobus, tout le temps. Des questions aussi à notre travail, qui nous étions, nos fréquentations, etc...

## En bref

### Saïgon : échec d'un complot

Une poignée de contre-révolutionnaires se serait enfermée, selon certaines informations, dans une église ces derniers jours. Après des négociations de 12 heures, les contre-révolutionnaires se sont rendus, ce qui a permis de découvrir des armes, un radio-transmetteur et du matériel pour fabriquer de la fausse monnaie.

### Namibie : six patriotes en danger de mort

C'est aujourd'hui que doit s'ouvrir le procès de six patriotes namibiens, à Swakopmund (Namibie, occupée par l'Afrique du Sud). Aaron Muchimba, Hendrik Shikongo, Rauna Nambinga, Andreas Nangolo, Anna Ngaihondjwa, Naimi Nombowa, tous militants de la SWAPO, (Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain) sont accusés par les occupants sud-africains de «terrorisme».

Les charges retenues contre eux sont celles de transport de fonds et de vivres pour les «terroristes» qui cherchent à renverser l'administration d'Afrique du Sud. Tous risquent, au minimum, cinq ans d'emprisonnement, à l'exception de Shikon Go, qui, lui, risque la peine de mort : il est accusé d'avoir aidé le commando - jusqu'à aujourd'hui non retrouvé par la police sud-africaine - qui a exécuté il y a quelques mois, le chef du Bantustan, Elifas, responsable de nombreuses séances publiques de flagellation de militants et militantes de la SWAPO. Le fait que la SWAPO soit aujourd'hui la cible des attaques terroristes de Prétoria montre à l'évidence que l'Afrique du sud cherche à écraser la résistance de tout un peuple à l'occupant.

### La grève de la faim des étudiants tunisiens continue à Lyon et à Paris

Au centre œcuménique de Villeurbanne (38 rue Courteline), quatre étudiants tunisiens poursuivent leur grève de la faim. Ils dénoncent la sauvage répression qui est pratiquée en Tunisie par Bourguiba contre les étudiants en lutte pour de meilleures conditions de travail, contre la sélection et pour la liberté d'expression. Ils exigent la reconnaissance officielle du syndicat étudiant démocratique que les étudiants se sont donné, contre le syndicat inféodé au pouvoir, et la cessation des exclusions massives de l'université de Tunis. Dans le même temps, Bourguiba lançait ses vigiles armées sur les facs, tuant plusieurs étudiants. Toutefois, il n'a pu briser leur combativité, puisque depuis le début de l'année, les manifestations se sont multipliées à l'Université de Tunis, avec des occupations. A Paris, la grève de la faim se poursuit à la cité universitaire internationale.

### 3 communistes turcs menacés d'expulsion en RFA

Hatice Yurtas, étudiante, Mustapha Tutkun, ouvrier syndicaliste qui a participé à la grève de Ford en 1973 et Omer Ozerturkut, éditeur révolutionnaire sont menacés d'expulsion d'Allemagne Fédérale.

Ils avaient été arrêtés par la police allemande sur demande de la police turque pour diffusion des écrits de Marx et Lénine. Leur dossier était si faible que le juge n'a pu les condamner qu'à une peine couvrant exactement le temps de détention préventive. A l'issue de leur procès, ils étaient à nouveau arrêtés sans inculpation et on craint qu'ils soient livrés à la police turque. Omer Ozerturkut a été condamné par contumace en Turquie à 300 années de prison. Il a déjà été menacé de mort par la police turque. Pour le seul mois de décembre 1975, en Turquie, 10 militants ont été assassinés dans la rue, 3 autres sont morts sous des bombes jetées par hélicoptère, un étudiant est mort sous la torture.